

Gagner la bataille de l'exportation avec les PME

Déclaration du groupe de la coopération

L'exportation est un enjeu majeur pour dynamiser la croissance. L'exemple des choix stratégiques de l'Allemagne en est la démonstration. Renforcer notre capacité à exporter, c'est contribuer à un solde positif de la balance des paiements. Nos exportations consolident des activités et des emplois notamment dans nos secteurs *leader*, comme le secteur agro-alimentaire, particulièrement porteur pour l'économie française et dont une présentation figure en annexe.

Les entreprises coopératives comptent beaucoup de champions à l'exportation, dont Val d'Orbieu qui a été auditionné par la section, mais, comme l'ensemble des PME françaises, elles souffrent d'un difficile accès au marché mondial et notamment vers les pays émergents.

C'est pourquoi, nous soutenons quatre axes prioritaires d'action bien mis en valeur dans l'avis :

- il faut mieux structurer nos organisations pour un appui plus accessible et plus efficace à nos PME (Ubifrance, Sopexa, Conseillers français du commerce extérieur) ;
- il faut développer le portage à l'international des PME/PMI adossées à des grands groupes et permettre à nos entreprises de «chasser en meute» ;
- il faut structurer et renforcer les filières et ainsi mettre fin à une politique de saupoudrage qui ne produit guère de résultats ;
- il faut créer une véritable agilité marketing et une authentique force de communication, afin de développer des marques qui puissent se faire connaître et donc s'imposer sur les grands marchés internationaux.

Surtout, nous pensons que la nécessaire réorganisation de nos finances publiques doit tenir compte de ces objectifs et soutenir en priorité les entreprises qui créent de l'emploi, de l'activité et de la valeur dans nos territoires.

À l'heure où le monde est ébranlé par un capitalisme financier débridé, les entreprises coopératives, qui sont les actrices quotidiennes du capitalisme coopératif, doivent inspirer les pouvoirs publics pour les aider à relever les défis auxquels notre pays est confronté : un modèle de gouvernance indépendant des diktats boursiers, une implantation régionale forte qui refuse la délocalisation, des emplois créés à tous les échelons sociaux français, une économie qui a foi en l'homme, et une société plus humanisée et moins prédatrice.

Fort de cette ambition, le groupe de la coopération a voté en faveur de l'avis.